

(unitaire) Construisons nos jours heureux

22 avril 2020

Construisons nos jours heureux !

Pour la Planète et l'Humain

Alors que notre pays traverse une crise sanitaire, économique et sociale historique, toutes nos pensées vont d'abord aux personnes les plus touchées, aux soignant-e-s en première ligne, ainsi que vers l'ensemble des travailleurs-euses et bénévoles mobilisé-e-s pour assurer la continuité des services essentiels à la vie quotidienne de toutes et de tous. Nous pensons aussi aux personnes qui ont succombé au Covid 19 ainsi qu'à leurs familles.

Nous, collectifs, organisations associatives, syndicales ou politiques de Loire-Atlantique, exigeons que les autorités locales et nationales prennent leurs responsabilités face à l'urgence sanitaire, dans le respect des droits fondamentaux. Nous proposons un autre chemin, à l'inverse des dérives nationalistes et individualistes.

L'urgence sanitaire actuelle nécessite, après une mobilisation tardive et une communication opaque de l'exécutif, que les autorités prennent les mesures nécessaires pour protéger l'ensemble des citoyen-ne-s.

- Nous exigeons de la préfecture de la Loire-Atlantique l'arrêt de toutes activités économiques non essentielles, qui ne peuvent être réalisées à distance, qui ne sont pas reliées à la gestion de la crise sanitaire.
- Nous exigeons la réquisition de tous les masques détenus par les entreprises non essentielles et leur transfert aux équipes soignantes et aux salarié-e-s dont l'activité est nécessaire. Nous exigeons le dépistage de tous les salarié-e-s qui travaillent, un renforcement des moyens de contrôle de l'inspection du travail sur les conditions sanitaires et un droit de veto des instances représentatives du personnel sur la continuité des activités.
- Nous exigeons la rémunération à 100 % de tous les salarié-e-s placé-e-s en activité partielle, la prise en charge à 100 % des arrêts de travail pour garde d'enfant, et la prise en charge en accident de travail des salarié-e-s contaminé-e-s.
- Toutes les structures économiques ne vivent pas la crise de la même manière. Un soutien particulier doit être apporté aux petites structures de l'économie sociale et solidaire, ainsi qu'aux TPE et PME de notre territoire pour qu'elles puissent faire face à la crise sanitaire.
- Nous exigeons l'interdiction de versements de dividendes aux actionnaires : il n'est pas acceptable que les grandes entreprises persistent à rémunérer les actionnaires dans cette période de crise sanitaire et économique.
- Nous exigeons l'annulation des dérogations au code du travail et la reconnaissance du droit de retrait lorsque la sécurité sanitaire n'est pas garantie.
- Nous exigeons de l'ARS et du Conseil départemental une communication précise des mesures prises dans le cadre du plan bleu et exigeons le renforcement des moyens humains et matériels dans les EHPAD.
- Nous revendiquons une hausse conséquente du salaire, et non des primes temporaires, pour les personnels soignants et les travailleur-euses les plus exposé-e-s, souvent les plus mal rémunéré-e-s.
- Dans les publics particulièrement impactés par le confinement et la période qui suivra, le chômage partiel n'est pas adapté à toutes les situations, notamment celles des artistes et technicien-ne-s intermittent.e.s du spectacle. De plus, ils risquent, si rien n'est fait, d'être exclu-e-s, en grand nombre, du régime de l'intermittence. Nous exigeons le déploiement d'un plan de soutien dédié car c'est aussi tout le tissu culturel et de la création qui est ainsi menacé.

Construisons nos jours heureux !

Pour la Planète et l'Humain

Alors que notre pays traverse une crise sanitaire, économique et sociale historique, toutes nos pensées vont d'abord aux personnes les plus touchées, aux soignant.e-s en première ligne, ainsi que vers l'ensemble des travailleurs-euses et bénévoles mobilisé.e-s pour assurer la continuité des services essentiels à la vie quotidienne de toutes et de tous. Nous pensons aussi aux personnes qui ont succombé au Covid 19 ainsi qu'à leurs familles.

Nous, collectifs, organisations associatives, syndicales ou politiques de Loire-Atlantique, exigeons que les autorités locales et nationales prennent leurs responsabilités face à l'urgence sanitaire, dans le respect des droits fondamentaux. Nous proposons un autre chemin, à l'inverse des dérives nationalistes et individualistes.

L'urgence sanitaire actuelle nécessite, après une mobilisation tardive et une communication opaque de l'exécutif, que les autorités prennent les mesures nécessaires pour protéger l'ensemble des citoyen-ne-s.

- Nous exigeons de la préfecture de la Loire-Atlantique l'arrêt de toutes activités économiques non essentielles, qui ne peuvent être réalisées à distance, qui ne sont pas reliées à la gestion de la crise sanitaire.
- Nous exigeons la réquisition de tous les masques détenus par les entreprises non essentielles et leur transfert aux équipes soignantes et aux salarié-e-s dont l'activité est nécessaire. Nous exigeons le dépistage de tous les salarié-e-s qui travaillent, un renforcement des moyens de contrôle de l'inspection du travail sur les conditions sanitaires et un droit de veto des instances représentatives du personnel sur la continuité des activités.
- Nous exigeons la rémunération à 100 % de tou-te-s les salarié-e-s placé-e-s en activité partielle, la prise en charge à 100 % des arrêts de travail pour garde d'enfant, et la prise en charge en accident de travail des salarié-e-s contaminé-e-s.
- Toutes les structures économiques ne vivent pas la crise de la même manière. Un soutien particulier doit être apporté aux petites structures de l'économie sociale et solidaire, ainsi qu'aux TPE et PME de notre territoire pour qu'elles puissent faire face à la crise sanitaire.
- Nous exigeons l'interdiction de versements de dividendes aux actionnaires : il n'est pas acceptable que les grandes entreprises persistent à rémunérer les actionnaires dans cette période de crise sanitaire et économique.
- Nous exigeons l'annulation des dérogations au code du travail et la reconnaissance du droit de retrait lorsque la sécurité sanitaire n'est pas garantie.
- Nous exigeons de l'ARS et du Conseil départemental une communication précise des mesures prises dans le cadre du plan bleu et exigeons le renforcement des moyens humains et matériels dans les EHPAD.
- Nous revendiquons une hausse conséquente du salaire, et non des primes temporaires, pour les personnels soignants et les travailleur-eu.ses les plus exposé-e-s, souvent les plus mal rémunéré-e-s.
- Dans les publics particulièrement impactés par le confinement et la période qui suivra, le chômage partiel n'est pas adapté à toutes les situations, notamment celles des artistes et technicien.ne.s intermittent.e.s du spectacle. De plus, ils risquent, si rien n'est fait, d'être exclu-e-s, en grand nombre, du régime de l'intermittence. Nous exigeons le déploiement d'un plan de soutien dédié car c'est aussi tout le tissu culturel et de la création qui est ainsi menacé.

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/unitaire-Construisons-nos-jours-heureux>